« La politique énergétique de la France doit s'émanciper du marché et du dogme de la concurrence »

TRIBUNE

Collectif

Le comité social et économique central d'EDF, Enedis et dix économistes, parmi lesquels Frédéric Boccara et Catherine Mills, mettent en évidence le lien entre la hausse des prix de l'électricité et l'ouverture progressive du secteur de l'énergie à la concurrence.

Publié aujourd'hui à 10h00 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Au cœur d'un contexte géopolitique bouleversé par la guerre, l'Union européenne et la France se retrouvent confrontées à une importante contradiction quant à leurs politiques d'approvisionnement énergétique. Comment faire entendre la voix de la France alors qu'elle n'a plus le contrôle sur ses tarifs d'électricité, désormais soumis aux règles du marché européen ?

Cette crise n'est pas sans rappeler le choc pétrolier de 1973, à la suite de la guerre du Kippour, qui avait entraîné une multiplication par quatre du prix du pétrole brut en quelques mois. A l'époque, le gouvernement Messmer avait appliqué un plan visant à assurer une indépendance énergétique de la France en matière de production d'électricité, hors des hydrocarbures et dans le cadre de l'entreprise nationale EDF. Une décision empreinte de courage politique au même titre que la création d'Electricité de France en 1946, en application du programme du Conseil national de la Résistance.

Lire aussi : [« Il est urgent pour la France de réfléchir à ses dépendances »](#)

Aujourd'hui, les préoccupations sont déjà grandes pour les entreprises, les collectivités et les ménages. Quelque 13 millions de personnes se trouvent en situation de précarité énergétique et 84 % des Français se disaient préoccupés par la situation, avant même la guerre en Ukraine. Du côté des petites villes françaises, 90 % des communes de moins de 25 000 habitants seraient concernées par cette hausse des tarifs. Le coût supplémentaire peut atteindre jusqu'à 700 000 euros pour certaines d'entre elles sur l'année 2022.

Des prix de moins en moins prévisibles

A l'exception de quelques grands groupes mondiaux, l'immense majorité des acteurs économiques – et notamment les industries consommatrices intensives d'électricité – risquent de devoir arrêter une partie de leur production et reviennent à des systèmes d'énergie carbonés.

La hausse du prix du gaz naturel sur les prix de marché en France ne date pas de ces derniers mois. Ces prix sont la conséquence du développement du marché de gros rendu nécessaire par l'ouverture à la concurrence de la fourniture d'électricité. Ce marché se construit à l'échelle européenne en

couplant des marchés avec des mix de production différents. Ainsi, les prix en France dépendent d'abord de la volatilité des énergies renouvelables, du prix du gaz fossile et de la tonne de CO₂.

Lire aussi : [« La première des priorités est celle de la sobriété énergétique »](#)

Cette logique a emporté les tarifs de vente de l'électricité devant refléter les prix de marché, afin que les négociants d'électricité puissent concurrencer EDF, jugé trop compétitif. Les prix basés sur le marché sont donc de moins en moins prévisibles et extrêmement fluctuants. Depuis 2019, les écarts annuels moyens sont de plus en plus importants, comptant également de courtes périodes journalières de prix négatifs. Dans ces conditions, les signaux de marché sont trop instables pour encourager les investissements dans les moyens de production nécessaires à la transition énergétique.

Depuis l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité, il y a vingt ans, aucune simulation économique effectuée sur l'avenir du système n'a envisagé de tels ordres de hausses de prix.

Pour un égal accès à l'électricité

Cette crise est un miroir grossissant de la faillite de la dérégulation mise en place depuis deux décennies, et les symptômes de cet échec sont déjà visibles et connus depuis longtemps. La dérégulation engagée a remis en cause les objectifs historiques de la politique énergétique en France fondés sur la notion d'indépendance et de service public.

Si le gouvernement, et notamment son ministre de l'économie, Bruno Le Maire, dresse bien le parallèle avec la situation connue cinquante ans plus tôt, il faut aujourd'hui aller au bout des leçons à en tirer. En effet, pour garantir notre sécurité collective et une maîtrise des tarifs à un niveau abordable, la politique énergétique de la France doit nécessairement s'émanciper du marché et du dogme de la concurrence.

Lire aussi | [Electricité : « Il est nécessaire de s'émanciper des prix de gros, très volatils et incontrôlables »](#)

La France doit mener une politique qui doit s'engager dans la transition énergétique en donnant de la visibilité aux investissements décarbonés nécessaires et en privilégiant les usages et modes de consommation les plus pertinents collectivement, dans un contexte inédit de réduction drastique des énergies fossiles.

Une politique qui assure à l'ensemble de ses concitoyens un égal accès à l'électricité, devenue plus que jamais un bien essentiel en tant qu'énergie de substitution des fossiles. Une France qui protège en garantissant un tarif maîtrisé et un service de qualité pour tous. Pour cela, un plan de renationalisation complète d'EDF et de sortie du marché est indispensable.

¶ **Signataires :** **Frédéric Boccara**, économiste et chercheur associé au Centre d'économie de l'université Paris-Nord ; **David Cayla**, économiste ; **Frédéric François**, secrétaire général du CSEC Enedis ; **Sabina Issehnane**, économiste et maîtresse de conférences à l'université Paris Cité et chercheuse associée au Centre d'études de l'emploi et du travail ; **Nasser Mansouri Guilani**, économiste, syndicaliste, membre honoraire du CESE ; **Catherine Mills**, économiste ; **Anne Musson**, chercheuse au sein du laboratoire d'économie Smart-Lereco et économiste ; **Philippe Page Le Mérour**, secrétaire général du CSEC EDF ; **Christophe Ramaux**, économiste, maître de conférences à l'université Paris-I, chercheur au Centre d'économie de la Sorbonne ; **Gilles Raveaud**, maître de conférences en économie, Institut d'études européennes, université Paris-VIII-Saint-Denis ; **Henri Sterdyniak**, économiste ; **Michel Vakaloulis**, économiste et politologue.

Collectif

Services